

SIDA

LA FIN JUSTIFIE LES MOYENS

SIDA :

Nous sommes en 2013
et 16 millions de malades
n'ont toujours pas accès aux traitements.



CONTACTS PRESSE



Tony Fortin
P : 01.77.93.97.00
M : 06.28.59.23.44
M : tfortin@aides.org

Antoine Henry
P : 01.41.83.46.53
M : 06.10.41.23.86
M : ahenry@aides.org



Sophie Baillon
P : 07 81 73 34 77
M : sbaillon@coalitionplus.org

SOMMAIRE

Introduction	3
La France en perte de vitesse	4
Accès universel aux traitements = fin du sida	5
1 milliard pour inverser la tendance	5
Où trouver le milliard manquant ?	6
Investir dans le Fonds Mondial, ça rapporte !	7
Nos revendications	8

A l'occasion de cette journée mondiale, découvrez ou redécouvrez notre film

Conférence de presse

Un spot édifiant en faveur de l'accès universel aux traitements.

[A télécharger ici](#)



INTRODUCTION

1,6 millions de morts. Plus de 2 millions de nouvelles contaminations. 16 millions de malades en besoin urgent et vital de traitement. C'est encore ça le bilan du sida en 2013. Une maladie que nous savons traiter depuis plus de 15 ans mais qui fait encore 5000 morts par jour. Une pandémie que nous pourrions enrayer, mais qui progresse faute d'investissements suffisants.

Car depuis 2010 nous savons qu'un monde sans sida est possible. Nous savons que les traitements sauvent la vie des malades et réduisent de façon spectaculaire la transmission du virus. Avec l'accès de tous au dépistage et aux traitements, la mortalité chuterait en quelques années et l'épidémie pourrait s'éteindre à l'horizon 2050.

A la veille de cette Journée Mondiale 2013, AIDES et Coalition PLUS n'ont donc pas de raison de se réjouir. *"Loin des discours triomphalistes, nous voulons porter la voix de ces millions de malades qui attendent toujours que la communauté internationale tienne ses engagements"* explique Aliou Sylla, vice-président de Coalition PLUS. *"Il y a urgence"* confirme Bruno Spire, Président de AIDES. *"Nous n'y arriverons pas sans une volonté politique forte et de nouvelles sources de financements."*

Des progrès immenses ont pourtant été réalisés ces dix dernières années. En mobilisant l'ensemble des acteurs de la lutte, le Fonds mondial de lutte contre le sida a obtenu des résultats remarquables : 50 000 malades avaient accès aux traitements en Afrique subsaharienne en 2001, ils sont 7 millions aujourd'hui. Mais c'est encore trop lent pour casser la dynamique de l'épidémie.

L'accès aux traitements doit progresser plus vite. C'est la seule stratégie possible. Le 3 décembre prochain, les pays donateurs se réuniront à Washington pour déterminer les sommes allouées au Fonds mondial pour la période 2014-2016. Au regard des annonces faites jusqu'ici, il y a tout à parier que le compte n'y sera pas. **Selon les estimations de l'ICSS⁽¹⁾, il manquera 1 milliard de dollars par an pour inverser la tendance.**

AIDES et Coalition PLUS en appellent au Président de la République. La France peut encore annoncer une augmentation de sa contribution. Les grands pays donateurs l'ont fait, nous pouvons le faire.

Nous appelons également François Hollande à tenir les engagements pris en 2012 à Washington⁽²⁾ : une part substantielle de la taxe européenne sur les transactions financières, qui verra le jour l'an prochain, doit être affectée à la lutte contre le sida. 10% de cette taxe suffirait à lever le milliard annuel dont le Fonds mondial a besoin.

(1) International Civil Society Support : Le Coût de l'inaction : <http://icssupport.org/wp-content/uploads/2013/09/Cost-Of-Inaction-FRANCAIS.pdf>

(2) "j'ai proposé d'élargir cette taxe à l'échelle de l'Europe et du monde de façon à ce que nous puissions verser des sommes nouvelles à la lutte contre le sida". Discours du Président de la République à la conférence sida de Washington, 23 juillet 2012.

La France en perte de vitesse

Les progrès réalisés en dix ans n'auraient jamais été possibles sans une volonté politique au long cours, une détermination inébranlable. La France a joué un rôle majeur en la matière. Or le leadership français donne aujourd'hui de sérieux signes d'essoufflement. Pour preuve, **notre pays s'apprête à perdre sa place de second contributeur au Fonds mondial**, rétrogradé derrière la Grande Bretagne. Les arguments sont toujours les mêmes : des contraintes budgétaires qui ne permettraient pas d'augmenter sensiblement la contribution française.

Les gouvernements successifs n'ont pourtant pas été avares de promesses, se fixant des objectifs à la hauteur des besoins : porter l'aide au développement à 0,7% du PIB et doubler la contribution au Fonds Mondial. Pendant la campagne présidentielle, François Hollande nous assurait même que « *nous devons faire plus, avec nos partenaires, pour assurer l'accès universel des malades du sida aux traitements disponibles. Même s'il y a eu des progrès, plus de la moitié des malades n'ont pas encore accès aux traitements antirétroviraux.* » ⁽³⁾

Depuis, c'est silence radio. **Une stratégie de l'immobilisme qui contraste sévèrement avec les annonces ambitieuses des grands bailleurs mondiaux. La Grande Bretagne a annoncé en septembre plus du doublement de sa contribution.** Pour AIDES et Coalition Plus, la crise a bon dos. C'est d'abord une affaire de volonté politique : la Grande Bretagne a tenu ses promesses malgré une situation économique qui n'a rien à envier à la France.

Le second mauvais signal envoyé par François Hollande concerne la taxe « nationale » sur les transactions financières. Mise en place sous Nicolas Sarkozy, elle pouvait être LA solution permettant de lever des fonds supplémentaires. Le candidat Hollande lui-même en convenait pendant la campagne : « *Le sujet mérite mieux que la micro-taxe que Nicolas Sarkozy soumet au Parlement, qui ne concerne qu'une petite partie des transactions financières.* »

Là encore, cruelle déception: les ambitions du candidat ont été totalement revues à la baisse, pour une taxe peu ambitieuse : taux réduit, assiette marginale, elle ne rapportera finalement que 600 millions d'euros par an. Et seuls 10% (60 millions) seront affectés au Fonds mondial. Ces 60 millions qui devaient être additionnels, viendront finalement tout juste combler le désengagement de l'Etat. En d'autres termes, sans la TTF française la véritable contribution de la France serait en baisse de 60 millions par an. A se demander si le sida fait toujours partie des priorités de la France en termes de politiques de développement.

(3) <http://www.seronet.info/article/francois-hollande-le-sida-ne-doit-pas-seulement-concerner-ceux-qui-sont-porteurs-de-cette-ma>

La France rétrogradée à la place de troisième contributeur mondial

Les Etats-Unis prévoient une contribution au Fonds Mondial de 1,65 milliard de dollars par an sur la période 2014-2016

La Grande-Bretagne a annoncé 560 millions de dollars par an sur cette période, soit plus du doublement de sa contribution

La France, elle, se maintient à 460 millions de dollars par an (360 millions d'euros).

La France est l'unique pays parmi les gros contributeurs à ne pas augmenter sa contribution.

Accès universel aux traitements = fin du sida

De nombreuses modélisations scientifiques le démontrent : nous avons désormais les moyens techniques pour mettre un terme à l'épidémie de sida. Grâce aux traitements et à une bonne prise en charge, les risques de transmission deviennent quasiment nuls. En permettant un accès universel à ces traitements (et en garantissant aux malades le respect de leurs droits fondamentaux), nous pouvons arriver à l'objectif « zéro contamination » en 30 ans. Le virus n'aura certes pas disparu, mais l'épidémie régressera rapidement jusqu'à devenir résiduelle et marginale.

Pour arriver à ce résultat il faut aller vite, car chaque année perdue se traduit par de nouveaux morts et une augmentation des malades en besoin de traitement :

- le nombre de décès dus au sida diminue d'année en année mais reste très élevé (**1,6 million** de morts en 2013)
- on compte plus de **2 millions** de nouvelles contaminations cette année.
- **16 millions** de malades sont toujours en besoin urgent de traitement.
- **35 millions** de personnes (0,5% de la population mondiale) vivent aujourd'hui avec le VIH

Pour stopper la transmission, il faut donc s'assurer que chaque malade ait accès à une prise en charge de qualité, quels que soient son pays, son genre, son orientation sexuelle, ses pratiques ou sa catégorie sociale.

1 milliard pour inverser la tendance

En agissant rapidement, le défi est à notre portée. C'est ce que confirme un récent rapport solidement étayé. Réalisé pour le compte du GFAN (Global Fund Advocates Network), le rapport de l'ICSS de septembre 2013 évalue avec précision les financements nécessaires pour parvenir à cet objectif. Ses conclusions, dont la presse s'est fait l'écho en septembre, sont éloquentes.

Le rapport démontre qu'il est possible d'inverser la tendance dans un avenir très proche, à condition d'investir 15 milliards de dollars sur les trois prochaines années (2014-2016). Mais si l'on en croit les annonces faites par les pays donateurs, les financements annoncés plafonneront à 12 milliards. **Il manquera donc 3 milliards, soit 1 milliard de**

Le Sud, premier investisseur dans la lutte contre le sida

L'idée reçue d'un Sud maintenu sous perfusion par les pays du Nord est une vision totalement **obsolète**. Pendant que les pays riches tergiversent, les pays pauvres se mobilisent. Selon le GFAN, la plus forte augmentation des contributions à la lutte contre le sida ces dernières années vient des pays en voie de développement. En 2011, ces pays ont investi 8,6 milliards de dollars dans leurs programmes nationaux de lutte contre le sida, quand les pays du Nord ne contribuaient qu'à hauteur de 4 milliards au Fonds mondial. Cette implication des pays pauvres doit pousser les pays du Nord à intensifier leur engagement.

dollars par an. Une opportunité à ne pas laisser passer. Ce petit milliard permettrait en quelques années de réaliser de considérables économies et de faire un pas de géant vers un monde sans sida.

Un milliard de dollars à l'échelle du globe, c'est une somme dérisoire. A titre de comparaison ça équivaut à :

- Moins que le coût du récent toilettage du Porte-avions Charles de Gaulle (1,3 milliards d'euros)
- 3 Airbus A330 Cargo
- 10% du fruit de la future taxe européenne sur les transactions financières.

Jusqu'au 3 décembre, date de la conférence de reconstitution du Fonds mondial, des annonces peuvent être faites. **La France peut encore faire preuve de sa détermination en montant sa contribution de 360 à 400 millions d'euros par an.**

Ce petit milliard permettrait en quelques années de réaliser de considérables économies et de faire un pas de géant vers un monde sans sida.

Où trouver le milliard manquant ?

Le projet de taxe sur les transactions financières est le principal levier financier additionnel que nous pouvons activer. Onze pays de l'Union européenne, dont la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, veulent mettre en place cette taxe dans le cadre d'une coopération renforcée. En février, la Commission européenne a présenté en ce sens un projet avec une assiette très large qui pourrait, selon elle, rapporter entre 10 et 35 milliards d'euros par an. A condition que Bercy cesse ses manœuvres pour l'édulcorer : **la France tenterait en coulisses de réduire l'assiette de cette taxe, en excluant obligations et produits dérivés.**

Pourtant la solution pourrait venir de là. 10% du fruit de la TTF permettrait de lever dès l'an prochain le milliard annuel dont le Fonds mondial a besoin pour inverser la courbe de l'épidémie.

Nous appelons donc François Hollande à saisir cette opportunité en portant la voix des malades auprès de ses homologues européens. Pour AIDES et Coalition PLUS, il est plus que légitime que la finance dérégulée, à l'origine de la crise mondiale, soit mise à contribution.

(4) International Civil Society Support : "le Coût de l'inaction" : <http://icssupport.org/wp-content/uploads/2013/09/Cost-Of-Inaction-FRANCAIS.pdf>

(5) <http://www.20minutes.fr/economie/1222099-20130912-fin-sida-histoire-dargent>

Investir dans le Fonds Mondial, ça rapporte !

Arrêtons de considérer l'accès universel au traitement comme un gouffre financier. C'est l'impact dévastateur de l'épidémie qui fait peser une charge insoutenable sur les pays pauvres et compromet leur développement. La réalité, c'est que **lutter contre le sida revient dix fois moins cher que de subir ses conséquences** sur le long terme :

- D'abord, le VIH affecte durement la force de travail des pays pauvres, notamment les adultes en âge de travailler (6,4% des 15-49 ans sont touchés sur le continent africain), ce qui réduit la productivité et bride la croissance.
- Privés de parents, des générations entières d'enfants sont déscolarisés et confrontés très tôt au chômage et à la précarité.
- Dans les pays les plus touchés, des secteurs clés de l'économie tels que les transports ou l'éducation sont décimés par le sida, avec des répercussions évidentes sur le développement de ces pays.
- Enfin, plus nous laissons l'épidémie progresser, plus le nombre de personnes à traiter sera grand, et plus les coûts de prise en charge deviendront hors de portée des pays les plus touchés.

A l'inverse, investir dans l'accès universel génère des économies quasi immédiates. Le rapport du GFAN estime que chaque dollar investi dans la lutte contre le sida en rapporte 12 à court terme, notamment grâce aux contaminations évitées. Sur la seule période 2014-2016, ce milliard supplémentaire permettrait d'éviter 3,9 millions de contaminations. Soit l'équivalent de 47 milliards de dollars de prise en charge pour ces nouveaux malades.

Nous avons tous intérêt à mettre fin à l'épidémie. Si nous n'investissons pas dès aujourd'hui à hauteur des besoins, nous nous condamnons à payer éternellement.

Pendant ce temps là en Europe, l'austérité fait le lit du sida

Menées partout en Europe, les politiques d'austérité se traduisent par des coupes drastiques dans les dépenses publiques. La Santé n'y échappe pas. Depuis le début de la crise en Grèce, les budgets alloués au secteur médico-social sont en chute libre. Résultat, une explosion des contaminations : + 58% entre 2011 et 2012.

Domage collatéral de ce climat délétère, des bouc-émissaires sont vite désignés : les autorités imposent un dépistage forcé aux prostituées issues de l'immigration, accusées d'être des « bombes sanitaires ». Certaines sont même placées en "détention préventive" en raison de leur séropositivité.

Le reste de l'Europe n'est guère mieux loti. L'Espagne prend le même tournant cauchemardesque que la République hellénique... Après avoir exclu les étrangers et nombre d'Espagnols au chômage de la gratuité des soins, comprimé les financements alloués aux hôpitaux et aux associations de lutte contre le sida, le gouvernement espagnol vient de diminuer le remboursement de certains traitements vitaux contre le cancer, la sclérose multiple ou l'hépatite C. Résultat, comme au Portugal, un nombre croissant de personnes retardent leurs soins... pour finalement se retrouver aux urgences. Qui a parlé d'« économies » ?

Nos revendications

Pour AIDES et Coalition PLUS, la fin du sida justifie les moyens. Comment pouvons-nous laisser mourir 1,5 millions de personnes par an alors que des traitements existent ? Comment pouvons-nous laisser courir une épidémie que nous sommes désormais capables de maîtriser ?

François Hollande doit prendre ses responsabilités et redonner à la France les moyens d'agir :

- En annonçant une augmentation de sa contribution de 360M à 400M d'€ par an, conservant ainsi sa place de second contributeur au Fonds mondial.

- en mettant tout en oeuvre pour qu'au moins 10% de la TTF européenne soit allouée à la lutte contre le sida

**L'accès aux traitement est un droit,
la fin du sida en dépend.
Agissons !**

SIDA :

Nous sommes en 2013
et 16 millions de malades
n'ont toujours pas accès aux traitements.



L'accès aux traitements est un droit,
la fin du sida en dépend. Agissons.

Rejoignez-nous sur [facebook.com/aides](https://www.facebook.com/aides)

